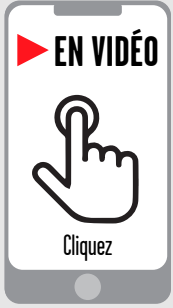


L'interrogatoire vidéo



Une heure auparavant, il distribuait des tracts à son effigie et des croissants avec son équipe devant la gare de Sion. Dans la cave du «Nouvelliste» pour enregistrer son interrogatoire vidéo, Mathias Reynard n'est pas dépaycé. «Il ne fait pas chaud chez vous.» Face caméra, le ministre en charge de la santé, des affaires sociales et de la culture évoque Rhône3, les deux listes séparées de la gauche pour le Conseil d'Etat ainsi que la principale réussite et le plus grand échec de sa première législature au sein du gouvernement valaisan. A découvrir en vidéo. **VM** (Note de la rédaction; la séquence a été tournée vendredi, avant l'annonce de la non-candidature de Christophe Darbellay au Conseil fédéral.)



des règles qu'on doit se fixer pour donner une visibilité plus forte aux femmes dans l'espace public.

Beaucoup d'efforts ont été faits au chapitre des affaires sociales et pourtant, 20 000 familles en Valais en 2024 étaient encore sous le seuil de pauvreté. Pourquoi on n'arrive pas à faire mieux?

Une vraie politique de gauche a pu être menée sur ce dossier: on a augmenté les allocations familiales, les subsides des primes maladie, les aides du fonds pour la famille, et on prend dorénavant en charge les soins dentaires pour les ménages précaires. Maintenant, nous devons absolument agir sur le logement. Il n'y a pas de logement social en Valais. Un groupe de travail a été formé à ce sujet.

Il y a eu la loi sur les violences domestiques, la CCT pour les remontées mécaniques, l'accueil d'un orphelinat ukrainien... C'est quoi, la mesure où vous vous êtes dit «grâce à ça, le Valais est meilleur aujourd'hui qu'hier»?

Le projet le plus massif était le soutien au personnel soignant mais on va me reprocher d'en parler chaque deux phrases. Disons que le projet où, sur le moment, je me suis dit qu'on

changeait la vie des gens, c'est l'accueil de l'orphelinat. Avec mes collaborateurs du Service de l'action sociale, qui sont de vrais humanistes, nous avons tout de suite dit oui. Grâce à ça, ces petits grandissent dans un environnement bienveillant.

Il y a des dossiers sur lesquels on vous entend. Et d'autres pas du tout. Vous justifiez que vous ne voulez pas vous prononcer sur des dossiers qui ne sont pas dans votre département, mais Mathias Reynard, il pense quoi de Rhône 3?

Ce n'est pas une surprise, j'ai toujours soutenu le projet de Rhône 3 qui place la sécurité de la population avant tout, dans une démarche respectueuse de l'environnement. Mais quand on est au Conseil d'Etat, on est collégial et c'est pour cela que je ne critique pas les décisions prises par le gouvernement.

Oui, mais au bistrot, vous avez sûrement un avis sur cette contre-expertise...

La collégialité, ce n'est pas que dans les médias. Donc, non, je ne dis pas à mes proches quand j'ai été minorisé. Je dis qu'il y a des sensibilités différentes autour de la table et j'assume les décisions qui ont été prises.



«Quand on est au Conseil d'Etat, on est collégial et c'est pour cela que je ne critique pas les décisions prises par le gouvernement.»

Est-ce que vous cautionnez la stratégie du canton sur la régulation du loup?

Ma position a toujours été celle du compromis. Ma famille a des moutons, je comprends le caractère émotionnel de ce sujet. Mais ce n'est pas le dossier qui change le plus la vie des Valaisannes et des Valaisans. Le jour où on parlera, dans les séances du gouvernement, au Grand Conseil et dans les médias autant des violences domestiques que du loup, alors je commencerai à parler du loup.

Et Mathias Reynard, il pense quoi du stade de Christian Constantin et d'une éventuelle participation financière de l'Etat?

Il y a des règles. Sauf erreur, le canton ne peut pas financer le projet à plus de 20%.

Je vous coupe. OK pour le cadre légal mais vous, votre sentiment vis-à-vis de ce projet?

Franchement, je ne connais pas suffisamment le dossier.

Moi, je suis hockeyeur avant d'être footballeur.

Donc vous seriez plus partant pour une patinoire?
Tout à fait. [Rires]

Lors des débats sur la révision de la Constitution, vous vous disiez favorable au passage de cinq à sept conseillers d'Etat. Vous repartez quand même motivé à cinq?

Oui, parce que ça fonctionne bien. Avoir sept conseillers d'Etat aurait permis plus de diversité et aurait eu du sens dans un canton de la taille du Valais. Mais on prend acte de ce refus et on continue comme ça.

Ce Conseil d'Etat à cinq, venons-y. On dit qu'il y a des tensions, qui ne sont d'ailleurs pas étrangères au départ de deux de vos collègues. C'est vrai, il y a des tensions?

Non. Il y a cinq personnalités qui collaborent bien. A tour de rôle on perd, on gagne. Mais il y a du respect, pas de fuite, pas de crise. Le fait qu'il n'y ait que six candidats traduit d'ailleurs l'équilibre qui a été trouvé.

Reste que deux départs et deux candidats qui lorgnent à Berne, ça n'envoie pas un super signal. J'entends. Mais je pense que c'est un concours de circonstances.

Alors qu'on pensait que la cohabitation allait être compliquée avec Christophe Darbellay, votre «bromance» – un anglicisme qui veut dire une profonde amitié entre deux hommes – a surpris tout le canton. Elle sort d'où cette amitié?

En politique, on pense souvent que ce ne sont que des histoires de gauche et droite mais au final, ce sont plutôt des valeurs, des passions communes. Notre relation se joue surtout sur le respect et la confiance que nous avons établis en se soutenant sur des projets.

Est-ce que ce lien, vous qui vous présentiez comme un candidat d'opposition, vous a été reproché par vos soutiens?

Je n'ai pas été élu pour flatter des sensibilités, mais pour avancer sur des dossiers. J'aime le débat d'idées et je ne pense pas qu'avoir de bonnes relations avec des gens qui ont des visions différentes des nôtres soit un crime.

Cette amitié a-t-elle permis de mener une politique de centre-gauche qui n'aurait jamais été possible avec, par exemple, Maurice Tornay aux finances?

Je ne sais pas si c'était un gouvernement de centre gauche, mais nous avons, sur plusieurs dossiers, pu mener une politique humaniste. Si cela a été possible, c'est aussi que nous étions soutenus par le parlement.

«Je n'ai pas été élu pour flatter des sensibilités mais pour avancer sur des dossiers.»

Vous avez souvent dit ne pas vouloir faire de la politique toute votre vie, que ferez-vous en 2029?

Je confirme que je ne vais pas faire de la politique toute ma vie. Mais je n'ai jamais eu autant de plaisir que dans cette fonction, qui est très éprouvante mais permet de changer tellement de choses. Et non, je ne sais pas encore ce que je vais faire dans quatre ans.

En 2021, vous quittiez Berne pour sauver le siège socialiste. Est-ce que le PS Valais en a fait assez pour que tout ne repose pas sur les épaules d'un seul homme? Le parti socialiste valaisan sans Mathias Reynard, c'est qui?

Il y a Emmanuel Amoos à Berne. Et beaucoup de choses sont faites pour mettre en avant des nouvelles personnalités, essentiellement via le Grand Conseil. On a une députation de haut niveau et une cheffe de groupe, Sarah Constantin, qui a un talent et un courage comme j'en connais

peu. Le parti peut donc êtreerein.

En 2021, la droite appelait à voter tout le monde sauf vous. Quatre ans plus tard, on a l'impression que vous cherchez davantage à verrouiller votre siège qu'à offrir une alternative.

Si c'était ma stratégie, je ne serais pas tous les matins à tracter devant les usines et dans les gares. Je reste un militant et le contact avec la population reste ma boussole.

Pourquoi ne pas avoir fait campagne avec les Verts comme il y a quatre ans?

A titre personnel, ça m'aurait convenu, mais ça ne s'est pas fait parce que nos deux partis ont considéré qu'il était mieux de faire campagne séparément.

Mais est-ce que vous appelez à voter pour Emmanuel Revaz?

Je ne suis pas là pour commencer à dire pour qui voter, sinon la question suivante sera est-ce que j'appelle à voter Christophe Darbellay.

C'est en effet la question suivante et elle est légitime.

Les mots d'ordre, je n'y crois pas. Je pense que c'est un truc du Valais du passé. Je suis là pour défendre mes valeurs, mon bilan mais aussi une vision de la société.

Si vous êtes réélu, vous accédez pour la première fois à la présidence du gouvernement. Quel Valais vous souhaitez incarner?

Un Valais inclusif. Qui est là où on ne l'attendait pas, comme le fait d'être le premier canton à avoir une campagne contre le harcèlement sexuel ou contre les discriminations.

Vous auriez également la lourde tâche de choisir la traditionnelle photo annuelle du Conseil d'Etat. Elle ressemblera à quoi?
Ce sera une démarche artistique...

Intriguant... Et à votre avis, il y aura qui dessus?

Cinq personnalités aux profils variés et capables de travailler ensemble pour la population valaisanne.

